

CAIXA GERAL DE DEPÓSITOS, SA

Succursale de Luxembourg

Déclaration sur la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme

1. Information institutionnelle

- **Nom** : Caixa Geral de Depósitos SA, Succursale de Luxembourg
- **Adresse** : 7, rue Goethe, L – 1637, Luxembourg
- **Code SWIFT**: CGDI LU L1
- **Statut juridique** : Succursale d'une société anonyme à capitaux exclusivement publics
- **Actionnaire** : l'État portugais
- **Organismes de surveillance** : *Commission de Surveillance du Secteur financier* (CSSF)
- **N° Registre de commerce** : B61314
- **Auditeurs externes** : Deloitte Luxembourg
- **Contact** : *Compliance Officer – Service Conformité*

Adresse : 7, rue Goethe, L – 1637, Luxembourg

Téléphone : +352 299 676 346

Fax : +352 299 676 362

Courriel: compliance@cgd.lu

2. Système normatif national et international considéré pertinent

Normes et recommandations internationales:

- Les 40 recommandations du GAFI sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme qui furent élaborées en 1990 et révisées en 1996, 2003, 2004 et 2012, avec l'ajout, lors de la dernière révision, de 9 recommandations spéciales sur le financement du terrorisme (préparées en 2001 et mises à jour en 2004),

constituent un cadre légal avancé, complet et cohérent de mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

- Directive 2005/60/CE Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005.
- Directive 2006/70/CE de la Commission du 1^{er} août 2006.
- Règlement (CE) n° 1889/2005 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant ou sortant de la Communauté.
- Règlement (CE) n.º 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 de Maio de 2015 relatif aux informations concernant le donneur d'ordre accompagnant les virements de fonds.

Législation et réglementation nationale (luxembourgeoise) :

- Loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée
- La loi du 23 décembre 1998 relative à la création de la *Commission de Surveillance du Secteur financier* (CSSF), telle que modifiée.
- La loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, telle que modifiée.
- La loi du 17 juillet 2008 portant transposition de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil, du 26 octobre 2005, et de la directive 2006/70/CE de la Commission, du 1^{er} août 2006, relatives à la prévention de l'utilisation du système financier et aux activités et professions spécialement désignées aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.
- La loi du 27 octobre 2010 portant renforcement du cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme, relative à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne (UE) comportant des interdictions et mesures restrictives en matière financière à l'encontre de certaines personnes, entités et groupes.
- Le règlement CSSF n° 12-02 du 14 décembre 2012 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.
- Les Circulaires CSSF émises en la matière
- Le Code pénal – (Art. 32-1; 37; 112-1; 135-1 à 135-10; 198 à 201; 205 ; 206; 209; 210; 324; 506-1 à 506-8)

- Le Code de procédure pénale - (art. 5-1; 7-4; 23; 24-1; 26; 26-2; 29).

Législation et réglementation Portugaise :

- Lei 4/83 de 2 de Abril;
- Lei 5/2002 de 11 de Janeiro;
- Lei 11/2002 de 16 de Fevereiro;
Lei 52/2003 de 22 de Agosto (alterada pela lei nº 59/2007 de 4 de Setembro);
- Lei 25/2008 de 5 de Junho
- Lei 88/2009 de 31 de Agosto;
- Decreto-Lei 61/2007 de 14 de Março;
- Decreto-Lei 125/2008 de 21 de Julho;
- Aviso 5/2013 (alterado pelo Aviso nº 1/2014) do Banco de Portugal
- Código Penal – Artº 11
- Código Penal – Artº 368-A;
- Código de valores Mobiliários: artº 305-A e 306-C

3. Les mesures de prévention du blanchiment de capitaux (PBC) et contre le financement du terrorisme (CFT)

La succursale luxembourgeoise de la banque de droit portugais Caixa Geral de Depósitos S.A. (la **Succursale**) a établi des politiques et des procédures visant à assurer la réalisation de ses opérations conformément à la réglementation et les recommandations internationales, européennes, Portugaises et nationales, en matière de PBC et CFT.

La Succursale adopte et se conforme à la législation luxembourgeoise et portugaise en matière d'identification des clients, de banque de correspondants bancaires, de conservation des documents et de formation.

Il existe également des politiques et des procédures internes de *conformité* qui sont également mises en œuvre, notamment en matière de contrôle interne, d'évaluation des risques, de gestion des risques et d'audit, afin de prévenir le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

4. Les mesures de prévention du blanchiment de capitaux et de lutte contre le financement du terrorisme mises en place au niveau de la Succursale

La Succursale a adopté des politiques et des procédures internes qui garantissent le respect de la loi luxembourgeoise, portugaise et internationale, en matière de PBC/CFT.

La Succursale dispose d'un programme PBC / CFT qui identifie, atténue et gère le risque de blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Le programme a été approuvé par le Directeur général de la Succursale.

Le Luxembourg étant un membre de l'Union Européenne et du Groupe Action Financière (GAFI), la Succursale applique les politiques et procédures suivantes :

La connaissance et le suivi du client : ses politiques et procédures internes assurent le respect du devoir d'identification de ses clients. La Succursale effectue, à l'aide d'outils informatiques, la surveillance des transactions effectuées par ses clients, dont l'identité est vérifiée régulièrement (par rapport aux listes pertinentes pour l'identification des personnes sanctionnées et PPE).

Personnes politiquement exposées (PPE) : La surveillance, de manière renforcée, des transactions dont les bénéficiaires effectifs sont des PPE.

Les comptes anonymes ou numérotés : la Succursale ne fournit pas de comptes anonymes ou numérotés à ses clients.

Conservation de documents : les documents relatifs à l'identification des clients et les justificatifs des transactions (sur support papier ou autre) sont conservés pendant au moins 10 ans après leur réalisation, même lorsque la relation commerciale prend fin.

Surveillance des opérations suspectes : celle-ci est réalisée par les employés, et aussi par une application informatique, à travers une approche fondée sur les risques.

Communication des opérations suspectes : La Succursale dispose de politiques et de procédures internes afin de répondre à son obligation légale de déclaration des opérations suspectes au *Parquet*, si celles-ci sont identifiées comme une pratique de crimes de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

La communication des transactions bancaires pertinentes des comptes et vérification des virements : La Succursale analyse les opérations bancaires supérieures à 15 000 € (ou de valeur moindre si elles apparaissent comme suspectes), et, si des doutes subsistent quant à leur légalité, celles-ci sont communiquées au

Parquet. Les détails des opérations de virement, tels que le pays d'origine ou de destination, le nom du donneur d'ordre et du bénéficiaire, ainsi que l'institution bancaire, sont vérifiés et comparés avec les listes internationales existantes en la matière. La Succursale applique pour ce faire des politiques et des procédures internes dans le respect de la législation applicable.

Formation : tous les employés reçoivent une formation en PBC / CFT, en particulier les employés du réseau commercial, afin d'être en mesure de détecter des opérations suspectes et au besoin de procéder à la déclaration de ces opérations suspectes auprès du *Parquet*.

Suivi des employés : la Succursale a mis en place des procédures internes pour s'assurer de la conformité de l'identité, de l'honnêteté et de l'intégrité de ses employés.

L'audit indépendant et la révision de la fonction en matière de conformité : L'audit interne dispose de programmes d'audit spécifiques d'évaluation de la fonction *conformité*, lesquels sont approuvés par le Conseil d'administration. La Succursale dispose d'un Centre de *conformité* dont le rôle est d'analyser la conformité de toutes les politiques et procédures opérationnelles en matière de PBC / CFT. Les programmes de *conformité* sont approuvés par le *responsable de la mise en conformité, Head of Compliance*.

Banque de correspondants bancaires : La Succursale n'a pas de relation de correspondance directe. Afin de pouvoir opérer sur le marché, la Succursale le fait par l'intermédiaire de sa maison-mère, la Caixa Geral de Depósitos S.A. (la **CGD**) au Portugal ou par la Succursale de la CGD en France. L'établissement des relations de correspondance est de la responsabilité de la CGD au Portugal, qui a mis en place pour ce faire des procédures de vérification fondées sur les risques, comprenant l'identification de la nature des transactions effectuées par le correspondant, la vérification de la licence d'exploitation respective, de la qualité de sa gestion, de sa structure actionariale et du contrôle effectif opéré ainsi que de ses politiques en matière de PBC / CFT. L'établissement de relations de correspondant est soumis à l'approbation de la Commission exécutive, avec un avis préalable du Bureau de Support à la Fonction *Compliance*.

Banques fictives : la Succursale n'établit et ne maintient pas des relations d'affaires avec des banques fictives **et veille à ce qu'aucune relation ne sera jamais établie avec une banque fictive.**

Les comptes de passage : la Succursale ne fournit pas ce type de service.

L'évaluation des virements par rapport aux listes internationales : la Succursale doit vérifier les virements entrants et sortants, par rapport aux listes de la CSSF, de l'Union européenne, des Nations Unies et du *Office of Foreign Assets Control* (OFAC).

Politique de sanctions : la Succursale a mis en place un ensemble de politiques et de procédures afin de veiller à ce que celle-ci n'établisse et ne maintienne pas de relations d'affaires, ni ne réalise des opérations au bénéfice de personnes, entités ou pays sanctionnés.

La politique de sanctions de la Succursale peut être mise à la disposition des entités la demandant.

5. Questionnaire AML Wolfsberg

La Succursale respecte les principes de transparence du *questionnaire AML Wolfsberg* en matière de PBC/CFT.

Le *questionnaire AML Wolfsberg* est mis à disposition sur demande.

6. Certificat USA PATRIOT Act

Le certificat de l'USA Patriot Act (Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act 2001) de la Caixa Geral de Depósitos SA s'applique directement à la Succursale de la Caixa Geral de Depósitos SA au Luxembourg.

En conformité avec la *loi pour unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour déceler et contrer le terrorisme 2001 (USA PATRIOT Act)*, la Succursale délivrera sur demande, si nécessaire, le *certificat concernant les comptes des banques étrangères*.